

Les Ateliers DU GIS



Le secteur laitier des Alpes du Nord :

Evolutions récentes et enjeux pour les années à venir

Le secteur laitier européen est régi depuis 1984 par un système de contingentement de l'offre de lait (les quotas laitiers) dans le cadre de l'Organisation Commune de Marché (OCM) du lait et des produits laitiers. Dans le cadre des accords de Luxembourg du 26 juin 2003, les Etats membres de l'Union Européenne ont confirmé une évolution importante de l'OCM lait (baisse du prix d'intervention du beurre et de la poudre de lait écrémé compensée partiellement par des aides directes versées en fonction du quota laitier de chaque exploitant). Cette réforme est source d'interrogations pour les acteurs des filières laitières française et des Alpes du Nord et nécessite de disposer d'analyses apportant une plus grande visibilité sur la situation économique et structurelle du secteur laitier. Dans ce contexte, cette fiche propose quelques éléments de réflexion sur les principales mutations connues par le secteur laitier depuis une trentaine d'années afin de fournir aux différents acteurs concernés (producteurs, transformateurs, pouvoirs publics) des éléments leur permettant de mieux appréhender la période à venir. Ce travail s'appuie sur la valorisation de données statistiques locales (Bases de données des CER, GIE quota lait) et nationales (Réseau d'Information Comptable Agricole, Enquête Annuelle Laitière, Recensement de l'Agriculture...).

➤ LE SECTEUR LAITIER DES ALPES DU NORD : UN RÔLE TERRITORIAL ET ÉCONOMIQUE CAPITAL

La production laitière constitue le premier secteur économique agricole des Alpes du Nord en contribuant à 30% de la valeur de la production agricole finale. 3 800 exploitations avec vaches laitières (sur 4 800) se situent en zone de montagne et haute montagne où elles occupent une place essentielle (1/3 des 11 400 exploitations de montagne, 60% de la superficie agricole). Les 98 000 vaches laitières constituent le premier cheptel du massif et représentent la moitié des Unités de Gros Bovins (UGB). A l'instar de ce qui est observé dans la plupart des massifs montagneux, ces exploitations laitières sont en général spécialisées (tableau 1), hormis dans quelques zones (combe de Savoie, Trièves...).

➤ **TABLEAU 1 : Le nombre d'exploitations laitières dans les Alpes du Nord.**

	Ensemble du département			Zone montagne		
	Hte-Savoie	Savoie	Isère	Hte-Savoie	Savoie	Isère
Exploitations totales	5 100	4 300	8 800	4 500	3 640	3 380
- dont exploitations avec vaches laitières	1 900	1 300	1 600	1 780	1 220	790
- dont exploitations laitières spécialisées	1 820	1 140	860	1 690	1 100	560

Source : RA 2000

Ces chiffres ne doivent pas masquer le faible poids du secteur laitier nord alpin à l'échelle nationale. Les 530 milliers de tonnes de lait livrés (trois fois moins que les livraisons de l'Ille et Vilaine, premier département laitier français) représentent à peine 2,3% des livraisons nationales. Les Alpes du Nord se distinguent néanmoins par une production fromagère importante avec 76 000 tonnes produites (soit 5% de la production nationale) dont 23 000 tonnes sous forme de fromages AOC (soit 15% du volume national).

► UNE FORTE RESTRUCTURATION DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES MAIS DES QUOTAS LAITIERS QUI DEMEURENT MODESTES

Comme dans toutes les régions françaises, le secteur laitier a connu de profondes mutations toutefois contrastées selon les départements. On observe ainsi sur 30 ans une diminution drastique du nombre de livreurs de lait par disparition ou regroupement d'exploitations (- 85% entre 1970 et 2002) aussi bien au niveau national que local (tableau 2).

🔗 **TABLEAU 2 : Evolution du nombre de livreurs de lait entre 1970 et 2002** (totalité du département).

	1970	1980	1985	1990	1995	2002
France	794 700	465 300	309 400	208 500	146 500	112 300
Alpes du Nord	28 200	16 700	11 400	7 400	5 100	3 900
- Haute-Savoie	7 500	4 700	3 450	2 400	1 900	1 430
- Savoie	6 700	3 750	2 800	1 750	1 400	1 060
- Isère	14 000	8 300	5 100	3 250	1 850	1 250

Source : Agreste - Enquête Annuelle Laitière

Pour autant, les résultats des derniers recensements de l'agriculture montrent, qu'entre 1988 et 2000, les exploitations laitières professionnelles spécialisées (exploitations disposant de plus de 8 vaches laitières et occupant plus de l'équivalent d'un 3/4 temps) se sont mieux maintenues dans les zones de montagne des Alpes du Nord (-14%)

que dans la plupart des autres bassins de production (-43% en moyenne nationale, montagne et plaine incluses). Le cheptel laitier a également moins baissé en zone de montagne des Alpes du Nord (-13%) qu'en moyenne nationale (-27%), ce chiffre masquant de profondes disparités entre les massifs (-25% en montagne iséroise, -12% en Haute Savoie, -3% en Savoie). Pour autant, si les tendances d'évolutions observées ces cinq dernières années se poursuivaient à l'avenir, le nombre de producteurs laitiers dans les Alpes du Nord serait inférieur à 3 000 à horizon 2010 (1 100 en Haute Savoie, 800 en Savoie et 900 en Isère).

Parallèlement, entre 1970 et 2002, la livraison de lait par exploitation a été multipliée par 8,3 à l'échelle nationale (204 000 l. en 2002), contre 9,1 en Isère (148 000 l. en 2002), 7,1 en Savoie (108 700 l. en 2002) et moins de 5,2 en Haute-Savoie (161 000 l. en 2002). Malgré cette forte croissance des livraisons moyennes, la production moyenne par exploitation des Alpes du Nord (comme dans la plupart des autres départements de Rhône-Alpes et d'Auvergne) demeure encore nettement plus faible que la moyenne nationale (production inférieure de 60 000 litres). Par ailleurs, environ la moitié des exploitations laitières des Alpes du Nord disposent d'un quota laitier inférieur à 100 000 litres contre 20% en moyenne nationale, cette proportion étant particulièrement forte sur certains territoires (notamment dans certaines zones de Haute-Montagne).

► POLITIQUE NATIONALE DES QUOTAS LAITIERS ET DYNAMIQUE FROMAGÈRE LOCALE À L'ORIGINE D'UN BON MAINTIEN DES LIVRAISONS AUX LAITIÈRES

Depuis 1970, les livraisons aux laiteries ont augmenté de 26% à l'échelle nationale. Sur cette même période, les livraisons des trois départements des Alpes du Nord sont restées stables en passant de 535 à 545 milliers de tonnes (soit +1%). Depuis l'instauration des quotas laitiers, dans les Alpes du Nord, comme dans d'autres massifs montagneux (Auvergne ou Jura), un maintien des livraisons est observé alors que celles-ci diminuaient de 9% en moyenne nationale. Les évolutions depuis 1985 sont cependant contrastées entre les départements (-12% en Isère et +19% en Savoie) (tableau 3).

🔗 **TABLEAU 3 : Evolution des livraisons de lait aux laiteries entre 1970 et 2002** (milliers de tonnes) (totalité du département).

	1970	1980	1985	1990	1995	2002
France	18 510	24 902	25 597	24 198	23 482	23 300
Alpes du Nord	535	574	544	532	553	530
- Haute-Savoie	222	238	234	233	240	230
- Savoie	97	97	98	103	113	115
- Isère	216	239	213	196	200	185

Source : Agreste - Enquête Annuelle Laitière

Ces évolutions s'expliquent notamment par une application du régime des quotas laitiers favorable aux zones de montagne notamment au cours de la première décennie (moindre sollicitation lors des réductions successives du quota laitier national, attribution privilégiée ou

spécifique lors d'augmentation du quota national, dotations spécifiques aux zones AOC, dotations pour zone de collecte fragile...) et par le succès de la plupart des productions fromagères savoyardes. Parallèlement, on observe une stabilisation, en valeur constante, des prix du lait payé aux producteurs en zones AOC savoyardes, dans une période où celui-ci perdait 15% de sa valeur au niveau national (CER 74, 2003).

➤ **DES ÉVOLUTIONS QUI PERMETTENT L'OBTENTION DE RÉSULTATS ÉCONOMIQUES CORRECTS QUI DEMEURENT INSUFFISANTS POUR UNE FRANGE D'EXPLOITATIONS**

D'après les données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), les 3 160 exploitations laitières professionnelles de la zone montagne des Alpes du Nord dégagent un résultat net moyen par emploi familial de 13 000 euros, soit un résultat proche de la moyenne nationale, inférieur de seulement 10% à celui des unités de plaine et de 30% supérieur à celui des exploitations laitières du Massif Central.

➤ **TABLEAU 4 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières professionnelles (en 2000).**
Comparaison des Alpes du Nord avec les autres zones françaises.

	<i>Montagne</i>					<i>France Défavorisée simple</i>	<i>France Plaine</i>	<i>France Total</i>
	<i>Alpes du nord</i>	<i>Jura</i>	<i>Massif-Central</i>	<i>Vosges</i>	<i>France</i>			
<i>Nombre d'exploitations</i>	3 160	3 370	17 510	710	27 200	16 900	72 800	116 900
<i>Unités de travail agricole</i>	1,86	1,51	1,70	1,66	1,69	1,87	1,78	1,77
<i>Quota laitier (kg/exploitation)</i>	167 600	189 100	144 700	178 500	150 800	216 900	222 700	205 100
<i>Vaches laitières</i>	35	37	30	35	31	39	38	36
<i>UGB herbivores/ha de SFP</i>	1,09	0,98	1,21	0,98	1,16	1,36	1,77	1,55
<i>Superficie agricole utile (ha)</i>	62	78	59	77	61	99	72	73
<i>SCOP (ha)</i>	8	8	7	8	7	38	27	24
<i>Maïs fourrage/SFP (%)</i>	5%	2%	6%	6%	6%	19%	30%	22%
<i>Production agricole (euros)</i>	88 400	92 500	70 800	77 600	75 300	122 700	131 400	117 100
<i>- dont % production laitière</i>	79%	77%	65%	70%	68%	58%	56%	58%
<i>Prix du lait (estimation) €/tonne</i>	433	350	326	328	344	320	326	328
<i>Excédent brut d'exploitation (€)</i>	49 600	48 500	36 100	43 400	39 100	57 100	57 100	52 900
<i>Résultat net/UTAF (euros)</i>	13 000	13 600	10 000	10 900	10 700	13 500	14 300	13 400
<i>Annuités/EBE (%)</i>	22%	27%	24%	29%	25%	33%	38%	35%
<i>Aides directes totales (euros)</i>	10 900	11 400	12 600	15 000	12 200	22 300	17 600	17 000
<i>Aides au marché/Aides directes</i>	33%	32%	41%	35%	39%	90%	90%	81%
<i>ICHN/Aides directes (%)</i>	44%	38%	39%	31%	40%	2%	0%	7%
<i>MAE/Aides directes (%)</i>	16%	24%	15%	27%	16%	4%	1%	4%
<i>Aides directes/Résultat courant</i>	38%	42%	61%	60%	55%	73%	56%	58%

RICA France 2000 / INRA ESR Nantes

Ces résultats s'expliquent à la fois par les évolutions indiquées dans les points précédents (forte croissance des livraisons moyennes par producteur, prix du lait nettement supérieur à la moyenne nationale) mais aussi par l'existence de dispositifs de soutiens publics à l'agriculture de montagne (ICHN et prime à l'herbe notamment). Entre les trois départements des Alpes du Nord, les données des CER montrent l'existence d'écart de revenus importants, les exploitations laitières de l'Isère ayant un revenu moins élevé que dans les deux Savoie.

Ces résultats économiques en moyenne corrects ne doivent pas masquer la présence d'une grande diversité de résultats économiques entre exploitations. Les analyses conduites sur la base de quatre ratios (« valeur ajoutée brute / production agricole » ; « annuités / EBE » ; « résultat net / emploi familial » ; « autofinancement net / total de l'actif du bilan ») soulignent notamment que des exploitations à faibles et fortes performances économiques existent et ce, pour toutes les gammes de quota laitier et dans tous les bassins de production. L'étude équivalente effectuée à partir des bases de données 2000 des CER de Savoie et Haute Savoie montre ainsi qu'un prix du lait élevé n'est pas suffisant pour permettre à l'ensemble des exploitations laitières d'obtenir des résultats économiques corrects. Les 20% à 30% des exploitations laitières savoyardes considérées comme faiblement performantes économiquement (dans les bases de données des CER) ont un résultat net par UTH de l'ordre de 5 000 euros contre 17 000 euros pour les classes les plus performantes, des annuités représentant 50% de l'EBE (20% pour les plus performantes) pour un niveau d'aides

directes représentant 80% du résultat courant (contre 25% pour les plus performantes). Pour ces exploitations, une baisse de 15 euros par 1 000 litres du prix du lait équivaldrait à une baisse de 1 000 à 1 500 euros du résultat net par emploi toutes choses égales par ailleurs, remettant en cause leur pérennité à moyen terme.

➤ CONCLUSION

Une conjonction de facteurs a permis aux exploitations laitières des Alpes du Nord d'obtenir des résultats économiques corrects au regard de bon nombre de régions : une politique nationale des quotas laitiers favorable aux zones de montagne, une gestion locale concertée des droits à produire, une dynamique forte des productions fromagères, un maintien relatif du prix du lait (en zone AOC) dans les deux Savoie et une forte restructuration des exploitations. Pour autant, force est de constater qu'un certain nombre de fragilités sont observées. La situation économique des exploitations laitières iséroises apparaît, en moyenne, beaucoup moins solide et une frange d'exploitations s'avère fragile économiquement et très sensible à un durcissement de la conjoncture à l'échelle des Alpes du Nord.

Alors qu'un tournant est observé actuellement sur les marchés laitiers (conjoncture tendue sur le marché des fromages, moindre régulation des marchés laitiers dans le cadre des politiques européennes...), un certain nombre de questions est posé sur les capacités d'adaptation des exploitations laitières des Alpes du Nord et les orientations politiques pour les années à venir :

- nécessité ou non d'un accroissement de la production moyenne par exploitation ;
- question de la diminution du nombre de producteurs notamment dans certains territoires fragilisés ;
- recherche de revenus complémentaires ou modernisation de l'outil de production des exploitations ;
- moyens pour accroître la productivité des exploitations (partage de salariés, mutualisation de matériels...);
- solutions et accompagnements techniques à proposer notamment aux exploitations faiblement performantes.

Chatellier V., Delattre F., 2003. *La production laitière dans les montagnes françaises : une dynamique particulière pour les Alpes du Nord*. INRA production animale 16(1), 61-76.
<http://www.inra.fr/Internet/Produits/PA/archiv03.htm>

Agreste, 2003. *Alpes du Nord : une agriculture consacrée à l'élevage laitier*, Agreste Coup d'œil 2003, supplément au n°68, 4 pages.
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Contact

Frédéric Delattre,
Tél. 04 79 70 77 77
fdelattre@suacigis.com



Programme de recherche-développement du GIS Alpes du Nord 2001/2006

Les travaux du GIS Alpes du Nord bénéficient du soutien financier de la Région Rhône-Alpes, de la DATAR, du ministère de l'Agriculture, du ministère de l'Écologie et du Développement durable, de l'Union européenne, ainsi que de la participation financière de l'ensemble des membres signataires de la convention du GIS : l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), le CEMAGREF (Centre National du Machinisme Agricole du Génie Rural et des Eaux et Forêts), l'ITFF (Institut Technique Français des Fromages), l'Université de Savoie, les Conseils généraux de Haute-Savoie, Isère et Savoie, les Chambres d'agriculture de Haute-Savoie, Isère, Savoie et Rhône-Alpes, l'Aftalp (Association des Fromages Traditionnels des Alpes savoyardes) et le SUACI Montagne-Alpes du Nord (Service d'Utilité Agricole à Compétence Interdépartementale).

GIS Alpes du nord

Groupement d'Intérêt Scientifique des Alpes du nord

11 rue Métropole
73000 Chambéry
Tél. 33 (0)4 79 70 77 77
Fax 33 (0)4 79 85 07 79
suacigis@suacigis.com